

Communiqué de presse



Contact presse

Délégation à l'information et à
la communication
01 40 15 83 31
service-presse@culture.gouv.fr

culturecommunication.gouv.fr

facebook.com/ministere.culture.communication

twitter.com/MinistereCC

Aurélie Filippetti, ministre de la Culture et de la Communication, salue la publication du panorama économique des industries culturelles et créatives réalisé par la société EY et commandé par la plate forme France Créative*

Cette étude, placée sous le haut patronage du Président de la République, et qu'elle a préfacée, confirme que la culture, au-delà de sa capacité d'émancipation et d'ouverture individuelle et collective, est un atout majeur pour la croissance de notre pays.

Elle génère des retombées économiques supérieures aux investissements mobilisés.

Les industries culturelles et créatives (ICC) sont l'une des clés de l'essor économique futur de notre pays, mais aussi de l'Europe, à condition que les politiques de l'Union Européenne sachent prendre en compte leurs spécificités dans un contexte de forte concurrence internationale.

C'est tout le sens de la politique d'exception culturelle défendue par le gouvernement, qui nécessite la prise en compte de la spécificité de ces secteurs dans les négociations commerciales internationales mais aussi une véritable stratégie de croissance commune autour des ICC. Dans cette perspective, il est important que les secteurs concernés valorisent leurs apports économiques. Il est essentiel que l'Etat déploie de son côté des outils d'analyse économique complets et récurrents qui permettront de suivre ces données. Le gouvernement a donc souhaité disposer en parallèle d'une analyse qui, au-delà du secteur des industries culturelles et créatives, quantifie l'impact économique global du secteur culturel sur l'économie nationale. Cette étude a été confiée à l'Inspection générale des finances et à l'Inspection générale des affaires culturelles, qui s'appuient sur les chiffres de la comptabilité nationale issus des enquêtes de l'Insee et sur les travaux menés par les services d'études du ministère de l'Economie et des finances et du ministère de la Culture et de la Communication.

Elle permettra ainsi pour la première fois de disposer d'informations sur les retombées économiques indirectes des activités culturelles et leur effet de levier sur les autres secteurs économiques, notamment dans le secteur touristique.

Cette étude sera publiée à la fin du mois de novembre et fera l'objet d'une communication en Conseil des Ministres conjointe avec le ministre de l'Economie et des Finances au mois de décembre.

*plate forme qui réunit les acteurs des industries culturelles et créatives parmi lesquels :

L'ADAGP (Société des auteurs dans les arts graphiques et plastiques)

L'Adami (Société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes)

L'AIPG (l'Association de la Presse d'Information Politique et Générale)

La Fesac (Fédération des entreprises du spectacle vivant, de la musique, de l'audiovisuel et du cinéma)

L'ESML (Association des éditeurs de services de musique en ligne)

La Procirep (Société civile des Producteurs de Cinéma et de Télévision)

Le Prodiss (Syndicat national des producteurs, diffuseurs et salles de spectacles)

La Sacem (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique)

Le Snep (Syndicat national de l'édition phonographique)

Le SNJV (Syndicat national du jeu vidéo)

La SPPF (Société civile des producteurs phonographiques)

L'Upfi (Union des producteurs phonographiques français indépendants).

Paris, le 7 novembre 2013